



Mardi 6 novembre 2012

**Déclaration d'Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste,
sur le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi**

Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a présenté ce matin le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.

Le gouvernement a pris le taureau par les cornes pour relever le défi de l'industrie et de l'emploi.

Pendant 10 ans, la droite a laissé tomber l'industrie en France. Notre industrie décroche, sa part dans la valeur ajoutée a diminué d'un tiers en 10 ans, 700 000 emplois industriels ont été détruits, nous sommes passés derrière l'Allemagne et l'Italie, nos parts de marché en Europe reculent, le commerce extérieur était excédentaire en 2002, il a battu un record de déficit de 71 milliards d'euros en 2011.

C'est cela le bilan de 10 ans de droite, l'abandon de l'industrie, un recul inacceptable par rapport aux capacités de notre pays qui dispose pourtant de nombreux atouts :

- l'excellence de la recherche publique
- la qualité de ses infrastructures et de ses services publics,
- ses ingénieurs,
- le niveau de productivité élevé des salariés français.

Nous ne pouvons accepter un tel déclin de l'industrie en France. C'est l'ensemble de l'économie et des Français qui en subissent les conséquences. Pour le Parti socialiste, il n'y a pas d'économie forte sans industrie forte. De nombreux emplois de service en dépendent, ainsi que le maintien sur notre territoire des capacités de recherche, d'innovation et le maintien d'emplois qualifiés et bien rémunérés. C'est la puissance de notre économie, le retour de la croissance, l'avenir de nos exportations, l'emploi et le financement de la protection sociale qui sont en jeu.

La droite avait théorisé une économie sans industrie au profit de la rente et de la finance, elle avait sacrifié l'industrie française. Le redressement de notre économie passe par une mobilisation forte et durable pour l'industrie.

Pour les socialistes, la priorité absolue, c'est l'emploi. C'est pour cela que nous apportons notre soutien au plan d'ensemble présenté par le gouvernement qui vise à redonner toute sa force à notre économie et toute sa place à notre pays dans la compétition internationale.

Le Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi est un plan d'ensemble pour la reconquête industrielle. Nous croyons à la nécessité d'une politique industrielle globale, cohérente et d'une intervention volontariste de l'Etat.

Cette stratégie porte sur tous les facteurs nécessaires au redressement de notre industrie et de notre économie. Il ne faut pas opposer la compétitivité hors prix à la compétitivité prix. L'essentiel dépend de la qualité de nos produits, de leur montée en gamme, c'est-à-dire de la « compétitivité qualité ». Tous les leviers d'action doivent être activés. C'est pourquoi ce plan porte sur :

- l'innovation et la recherche,
- le soutien aux PME et aux ETI, qui représentent l'essentiel de l'emploi en France, pour permettre leur croissance et leur développement, en particulier à l'exportation,
- un accès favorisé des PME à la commande publique,
- le développement des filières d'avenir et la cohérence entre donneurs d'ordre et sous-traitants,
- la formation des travailleurs et des jeunes, la sécurisation des parcours professionnels,
- le dialogue social dans le pays et dans l'entreprise,

- le soutien aux capacités d'investissement des entreprises et une baisse du coût du travail, sans affecter les salaires, par un crédit d'impôt favorisant l'emploi créé en France.

Les comités d'entreprise devront être régulièrement informés de l'utilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Nous serons particulièrement vigilants sur les politiques menées en matière de rémunération et d'emploi. Cette politique doit être une politique du donnant-donnant.

La mesure sera financée pour moitié par des économies de dépenses sur 3 ans ; et pour l'autre moitié, par une restructuration de la TVA étalée dans le temps, c'est-à-dire une nouvelle grille de TVA, à partir de 2014, avec une hausse du taux intermédiaire, une hausse limitée du taux normal et une baisse du taux sur les produits de première nécessité, en particulier l'alimentation et l'énergie, ainsi que par la fiscalité écologique.

Pendant 10 ans, la droite a prétendu lier la performance de notre économie à l'affaiblissement des droits sociaux, sans obtenir aucun résultat puisqu'il n'y a eu ni performance économique ni justice sociale.

Ce plan est la démonstration que l'on peut redresser notre industrie en protégeant les Français et notre modèle social. L'impératif, c'est de gagner la bataille de l'emploi, du pouvoir d'achat et de redonner toute sa place au travail dans notre pays.

Le Parti socialiste appelle toutes les forces économiques et sociales à se mobiliser et à relever ce défi pour la France.